

Économie agricole de FAC

Perspectives pour 2020

Secteur laitier canadien



L'équipe d'Économie agricole de FAC vous aide à comprendre les tendances et les enjeux principaux qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur votre exploitation en 2020 :

- Faible croissance de la production
- Accès élargi au marché pour les produits laitiers étrangers
- Vigueur de la demande intérieure de produits laitiers
- Prix du lait et coûts des intrants en hausse

En 2018-2019 (d'août à juillet), le secteur laitier a connu une année d'ajustement. La production totale de matières grasses a stagné à 380 millions de kilogrammes entre les exercices 2017-2018 et 2018-2019. La production de matières grasses a baissé de 1,3 % dans les provinces visées par l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'Est (le P5) mais elle a grimpé de 3,2 % dans les provinces visées par la Mise en commun du lait de l'Ouest (MCLO).

Cette baisse de la production dans les provinces du P5 découle de la mise en place de mesures pour limiter la production. Cette décision a été motivée en partie par les stocks de beurre, qui dépassaient la cible fixée par l'industrie en dépit d'une croissance soutenue de la consommation de matières grasses.

Une augmentation de 1 % du quota de production à partir du 1^{er} février a été décrétée dans le P5. Les stocks élevés de beurre devraient limiter la croissance future de la production. Mais une augmentation de la production est possible si les producteurs utilisent les crédits de production qui ont été accumulés.

Les revenus nationaux pour les matières grasses n'ont augmenté que de façon marginale en 2019, tandis que les revenus des protéines et des autres solides non gras ont progressé respectivement de 13 % et de 4 %, ce qui a permis aux recettes de grimper de 4,8 % dans le P5 et 2,1 % dans le MCLO (tableau 1). Les coûts moyens estimés ont augmenté de 1,2 % dans les provinces du P5 et de 2,5 % dans les provinces du MCLO. En 2019, le rendement net moyen a crû de 2,70 \$ l'hectolitre dans les provinces du P5, alors que le rendement net moyen estimé dans les provinces du MCLO a chuté de 0,11 \$ l'hectolitre.

Tableau 1. Estimations des revenus et des coûts des exploitations laitières

		REVENUS BRUTS (\$/HL)	COÛTS TOTAUX (\$/HL)
P5	2018	75,48	80,11
	2019	79,11	81,04
	2020 (prévisions)	80,80	81,38
MCLO	2018	79,50	74,13
	2019	81,16	75,90
	2020 (prévisions)	82,93	76,52

Sources : Les calculs réalisés par FAC sont fondés sur les estimations du coût de production de la Commission canadienne du lait et le gouvernement de l'Alberta et les données de Dairy Farmers of Ontario, de Statistique Canada et du USDA. Les calculs pour les revenus bruts excluent la prime à la matière grasse butyrique et les pénalités pour la production hors quota.

Trois facteurs expliquent la hausse modérée des revenus du lait que nous prévoyons en 2020 :

1. La Commission canadienne du lait a annoncé une hausse de 1,93 % du prix de soutien du beurre, qui entrera en vigueur le 1^{er} février.
2. Les stocks de matières grasses sont importants et ils limiteront la croissance des revenus.
3. Le prix de la poudre de lait écrémé (PLE) aux États-Unis a grimpé de presque 30 % en 2019 et on prévoit qu'il augmentera encore de 20 %.

En équilibrant ces trois facteurs, nous prévoyons que les revenus augmenteront de 1,69 \$ l'hectolitre dans les provinces du P5 et de 1,77 \$ l'hectolitre dans les provinces de la MCLO.

Dans nos *Perspectives pour 2020 : Secteurs canadiens des céréales, oléagineux et légumineuses*, nous suggérons des prix des aliments constants et une légère diminution des taux d'intérêt. Nous prévoyons une augmentation des coûts de 0,34 \$ l'hectolitre dans les provinces du P5 et de 0,62 \$ l'hectolitre dans les provinces de la MCLO, ce qui entraînera une amélioration des revenus nets des producteurs dans les deux régions, soit une hausse de 1,35 \$ l'hectolitre dans les provinces du P5 et de 1,15 \$ l'hectolitre dans les provinces de la MCLO.

Tendances à surveiller en 2020

La demande des consommateurs pour les produits laitiers devrait rester vigoureuse

Le prix de détail des produits laitiers a crû de 1,4 % en 2019 comparativement à 6,3 % pour le bœuf, 0,7 % pour le porc, 4,5 % pour le poulet et 3,3 % pour les œufs. Nous prévoyons que l'écllosion de la peste porcine africaine (PPA) en Chine creusera l'écart entre la production de porcs et la demande, ce qui exercera des tensions inflationnistes sur les prix des protéines animales. Les ventes au

détail de tofu, des substituts de produits laitiers et de viande ont grimpé de 25 % en 2019 (selon les données Nielsen) et elles devraient poursuivre leur croissance, ces ventes sont néanmoins minimales comparativement aux ventes de protéines animales. Nous prévoyons que les prix des produits laitiers seront concurrentiels par rapport à leurs substituts en 2020.

L'accès au marché des produits laitiers étrangers s'élargit

L'Accord Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM) devrait être mis en œuvre dans la seconde moitié de 2020. On estime que les augmentations volumétriques des quotas d'importation de la plupart des produits laitiers au cours des six premières années de l'accord permettront aux exportateurs américains de produits laitiers d'avoir accès à 3,6 % du marché laitier canadien. Cette croissance sera suivie d'une augmentation annuelle de 1 % de l'accès au marché pour les 13 prochaines années. L'ACEUM comprend également les modifications possibles apportées au modèle de fixation des prix des produits laitiers canadiens ce qui pourrait, en bout de ligne, avoir des répercussions sur les revenus des producteurs de lait.

Enfin, le Canada a consenti à limiter les exportations de poudre de lait écrémé et de lait maternisé. Dès la deuxième année de l'accord, le Canada pourra exporter 35 000 tonnes métriques de lait écrémé et 40 000 tonnes métriques de lait maternisé. Les exportations qui dépasseront ces niveaux seront soumises à une taxe à l'exportation.

L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) en seront à leur troisième année de mise en œuvre en 2020. Les quotas de l'AECG pour les fromages de l'UE n'ont pas encore été entièrement atteints, mais on prévoit une hausse des importations provenant de l'UE. On s'attend à une issue semblable étant donné que les importations proviennent des partenaires du PTPGP. Le gouvernement fédéral s'est engagé à indemniser les producteurs laitiers à hauteur de 1,75 milliard de dollars sur huit ans.

Figure 1. Hausse des stocks trimestriels de beurre par rapport à la consommation apparente intérieure



Source des données : Statistique Canada (tableau 32-10-0109).

L'atteinte d'un équilibre entre la consommation et la production nationales est un exercice délicat

Les stocks importants de beurre, les crédits de production accumulés et l'accroissement de l'accès au marché en vertu de l'AECG, du PTPGP et de l'ACEUM limiteront les possibilités d'augmentation de la production en 2020. Le graphique (Figure 1) brosse le tableau sommaire de [l'équilibre entre l'offre et la demande](#). Il montre une hausse du ratio stocks-utilisation trimestriel pour le beurre (de janvier 2017 à octobre 2019). Plus le ratio est élevé, moins il est probable qu'une augmentation de la production sera nécessaire pour répondre à la demande.

La résilience des économies canadienne et internationale sera mise à l'épreuve

En 2019, des tensions commerciales ont pesé sur l'économie mondiale; on estime que celle-ci a progressé de 2,9 % en 2019, soit sa pire performance depuis l'exercice 2008-2009. Plusieurs banques centrales (dirigées par la Réserve fédérale américaine) ont abaissé les taux d'intérêt par mesure de précaution devant le spectre d'un ralentissement de l'économie mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance économique rebondira en 2020 pour s'établir à 3,3 %, à condition que les tensions commerciales continuent de s'atténuer.

La Banque du Canada a choisi de laisser les taux inchangés en 2019 et en janvier 2020, probablement par crainte qu'un assouplissement des conditions financières perturbe l'équilibre délicat entre les

dépenses et l'endettement des ménages. Le taux de chômage est demeuré bas, ce qui a été positif pour les travailleurs qui ont profité de gains salariaux importants, mais pas pour les entreprises, qui peinent toujours à recruter des employés.

Les marchés financiers estiment qu'une baisse du taux de financement à un jour est plus probable qu'une hausse en 2020. Notre analyse va dans ce sens : nous prévoyons que les taux seront abaissés une fois en 2020 afin de favoriser la résilience de l'économie canadienne.

En 2019, le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain, passant de moins de 0,74 \$ US à un peu moins de 0,77 \$ US entre le début et la fin de l'année. Cette tendance se poursuit en 2020. L'incertitude devrait être un thème prépondérant pour les marchés financiers internationaux en 2020, raison pour laquelle nous prévoyons que le dollar canadien se rétablira autour de 0,75 \$ US cette année. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à l'euro au cours des dernières années. En 2020, le taux de change euro/dollar canadien dépendra de l'issue des négociations commerciales entre l'Union européenne et le Royaume-Uni post-Brexit.

[Consultez notre blogue pour obtenir des mises à jour régulières de nos perspectives du secteur laitier pour 2020. Vous y trouverez aussi nos perspectives pour les secteurs des céréales et oléagineux, de la viande rouge et de la transformation des aliments.](#)

Informez-vous à propos des événements économiques qui pourraient avoir une incidence sur notre industrie et sur votre bénéfice net. Notre équipe d'économistes et de chercheurs vous présente des points de vue uniques sous forme de rapports, de vidéos, de blogues et d'articles que vous trouverez sur notre site Web.

fac.ca/EconomieAgricole



#ÉconomieAgricole